

Dépense IT : le gouvernement US vote pour le Cloud... et la France ?

En 2016, l'Etat fédéral américain va dépenser 8,5 % de ses budgets IT sur le Cloud. S'il se vérifie, ce chiffre [avancé](#) par le cabinet d'études IDC marque une nette accélération du recours au Cloud par les administrations américaines. En 2015, IDC estime que ce sont seulement 5 % des budgets qui ont pris le chemin des nuages. Le cabinet indique que cette migration rapide vers ce type de ressources résulte des efforts du DSI fédéral et du *Office of Management and Budget (OMB)*, un service placé auprès du Président et chargé de la préparation du budget de l'Etat.

IDC remarque que les dépenses effectivement réalisées en mode Cloud l'année dernière ont été deux fois supérieures aux prévisions de l'OMB lors de la préparation du budget : pour le cabinet d'études, les économies réalisées par certaines agences en migrant dans le Cloud ont eu un **effet d'entraînement** dépassant même les attentes des promoteurs du modèle. « *Nous pensons que les dépenses dans le Cloud peuvent atteindre environ la moitié des dépenses IT totales du gouvernement, mais ce seuil ne sera pas atteint avant 2018* », commente Shawn McCarthy, directeur de recherche d'IDC.

La France pianissimo

En France, le mouvement vers le Cloud est plus récent et bien plus embryonnaire au sein de l'Etat. En juillet dernier, avec l'appui de la Dinsic (Direction interministérielle du numérique et des systèmes d'information et de communication de l'Etat, NDLR), le Service des achats de l'Etat passait un premier appel d'offres de fourniture de services IaaS. [Remporté par Orange Business Services \(OBS\)](#), ce contrat est **estimé à 1 million d'euros**. Une goutte d'eau par rapport aux 2 milliards de dépenses IT externes de l'Etat français. Dans nos colonnes, l'ex-DSI de l'Etat, Jacques Marzin ([remplacé depuis par Henri Verdier](#)), estimait en septembre dernier que le point d'équilibre sur ce contrat serait probablement plus élevé que ce chiffre initial (le montant réel dépendant des services consommés par les ministères). Reste que, sur ce contrat, les premiers services ne sont pas encore disponibles à ce jour, même si l'ouverture est imminente.

En parallèle, L'Etat a lancé un **projet de Cloud interne**, reposant comme pour le contrat de Cloud public sur OpenStack. Emmené par quelques ministères leaders (Ecologie, Agriculture, Intérieur et ministères financiers), il doit permettre dans un premier temps d'évaluer le coût d'une VM interne, ce qui fournira des bases de comparaison par rapport aux environnements plus classiques. Les équipes lancées sur ce projet travaillent aussi à l'unification des surcouches de management et de provisioning permettant d'exploiter OpenStack, avait expliqué la DSI de l'Etat en septembre dernier.

« Comparaisons hâtives »

Interrogé sur la timidité de l'Etat français par rapport de ce mode de déploiement, Jacques Marzin avait alors [balayé toute comparaison avec les modèles britannique et américain](#) : « *L'Etat anglais a sous-traité tout son système d'information aux grands intégrateurs. Il se sert de l'ouverture de son magasin Cloud comme d'une arme de chute des prix auprès de ces sociétés. Aux Etats-Unis, l'Etat fédéral a négocié avec*

Amazon l'hébergement de son Cloud privé sur un datacenter dédié. Avant d'effectuer des comparaisons rapides et de chercher à importer des portions de modèles étrangers, certains feraient mieux de commencer par comprendre le contexte dans lesquels ces modèles s'insèrent ! »

A lire aussi :

[Henri Verdier, Dinsic : « projeter l'Etat dans la modernité numérique »](#)

[Cloud public : l'Etat français passe son premier appel d'offres](#)

crédit photo © Peshkova - shutterstock